

# ÉDITORIAL

Vendredi 27 Juillet 2024

---

## **Le Gabon en panne de l'incompétence du général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA .**

Depuis le 30 août 2023, date de la chute du despote valétudinaire Ali Bongo, le pays est bloqué à tous les niveaux. L'économie, obérée par une dette abyssale, tourne au ralenti. Cette crise est non seulement la résultante de l'imposture du général Brice Clotaire Oligui Nguema – qui a perpétré un putsch arriver au pouvoir – mais aussi de l'amateurisme qu'il partage avec ses collaborateurs. Ils sont tous dénués de toute vision stratégique à même d'impulser le progrès du pays.

Si Brice Clotaire Oligui Nguema et son gouvernement étaient mus par la volonté de transformer les rictus de peine des Gabonais en sourires de joie, ils ne passeraient pas leur temps à développer de nouvelles survivances de leur régime illégitime et corrompu. Si Oligui Nguema était un président légitime et intelligent, il aurait formé gouvernement resserré, composé de femmes et d'hommes compétents d'une haute moralité et non de courtisans. Il est entendu que la restauration des institutions doit être sous-tendue par des objectifs stratégiques clairement définis et datés dans le temps à la fois politique pour un État moderne tenant compte de notre anthropologie culturelle.

L'impact de la création des nouvelles entités administratives et ministères qui cumulent les effets dépensiers. Car, le plus gros problème relève des effectifs dans la fonction publique avec un faible niveau de qualification ayant comme effet direct l'accroissement du budget de fonctionnement la dépense publique avec la création d'emplois dans les secteurs administratifs et des emplois rentes au détriment de la création de la valeur ajoutée est intenable.

### **MANQUE DE VISIBILITE ET DE COHÉRENCE**

Du fait de la rigidité de l'offre, 70% du pouvoir d'achat des Gabonais dépendant des recettes d'hydrocarbures, il y a risque d'une hausse des prix internes, c'est-à-dire l'accélération du processus inflationniste, pénalisant les couches les plus défavorisées, compressée artificiellement par les subventions qui ne peuvent être que transitoires.

La majorité des observateurs nationaux et internationaux constatent malheureusement que même pour les affaires courantes, la majorité des membres du gouvernement prennent peu d'initiatives, des bureaucrates aux ordres, faisant remonter les problèmes même de gestions courantes soit au niveau de la présidence de la République et surtout au niveau du Premier ministre dont les prérogatives sont extrêmement limitées.

Tout cela renvoie à l'urgence d'institutions crédibles reposant sur la refondation de l'État au moyen de mécanismes plus décentralisées qui renforceraient globalement la cohésion sociale. Dans la situation actuelle, plusieurs ministères se télescopent ajoutant au manque de visibilité et de cohérence.

Par ailleurs, la fonction de ministre est d'être comme le montre les expériences des pays développés et émergents avant au contact tant de la sphère économique et sociale grâce à une communication active et cohérente. Or, la majorité des ministres ne savent pas communiquer, ne savent pas vendre ce qui a été pourtant positif versant souvent dans l'euphorie et la démagogie alors qu'une bonne communication suppose d'être mesuré étant à l'ère d'Internet.

La fonction principale d'un ministre est d'avoir une vision stratégique, de prévoir et d'agir en conséquence pouvant s'entourer de bons techniciens et experts mais ne devant jamais fuir ses responsabilités. Il est avant tout responsable de la politique générale de son Ministère, et selon la déontologie politique est responsable de toute action de ses collaborateurs positive ou négative.

## **RATIONNALISATION DES CHOIX BUDGETAIRES**

Force est de constater une confusion des rôles, personne ne se sentant responsable, certains ignorant ou faisant semblant d'ignorer le fonctionnement de leur secteur. Et en cas de mauvaise gestion ou de scandales financiers relatés par la presse, les gouvernants font retomber toute la responsabilité sur leurs collaborateurs, expliquant d'ailleurs la démotivation de la majorité des cadres. Or, la responsabilité est collective.

Ensemble, travaillons pour un avenir meilleur pour tous.

**Le président**

Parti Pur